

# LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Avril 2006 – Supplément au N° 175

0,20 EUR

## Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

# CPE : les travailleurs et les jeunes repoussent l'attaque du gouvernement

10 avril – Après plus de deux mois de protestations massives, d'occupations de facs et de grèves, Chirac a annoncé aujourd'hui que le gouvernement va laisser tomber le contrat première embauche (CPE), qu'il avait promulgué le 31 mars. Le CPE stipulait pour les travailleurs en-dessous de 26 ans une période d'essai de deux ans, pendant laquelle on pouvait se faire licencier sans raison, ce qui menaçait la sécurité de l'emploi et des acquis syndicaux concernant tous les travailleurs, notamment d'origine immigrée.

Que le CPE soit enterré est une victoire. Le gouvernement ressort extrêmement affaibli, et ceci peut ouvrir la voie

---

**Non à un nouveau  
« front populaire », qui encore  
une fois attaquera les ouvriers,  
les immigrés, les jeunes !**

---

à de nouvelles luttes de classe contre les attaques des capitalistes en France. Beaucoup d'étudiants veulent continuer la lutte jusqu'à l'abrogation de toute la loi raciste sur l'« égalité des chances », dont le CPE était une composante, et du contrat nouvelle embauche (CNE) qui est similaire au CPE et applicable aux travailleurs de tous âges dans les entreprises de moins de vingt salariés.

Mais les bureaucrates syndicaux sont contents d'en rester là, et ils n'ont pas prévu d'autres grèves pour soutenir les revendications des étudiants, ce qui assure pratiquement que l'essentiel de cette loi va être appliqué. Même sans le CPE, les deux tiers des jeunes n'ont pas d'emploi stable un an après leur sortie du système scolaire, et l'« Etat-providence » actuel en France, cela veut dire qu'en moyenne on n'entre pas sur le marché de l'emploi stable avant l'âge de 28 ans.

Les directions du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PC) – avec à leur traîne la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Olivier Besancenot – cherchent à tirer parti de la crise du gouvernement de droite de Dominique de Villepin afin de mettre sur pied un nouveau front populaire, c'est-à-dire une alliance de collaboration de classes avec des partis capitalistes, dans la perspective des élections présiden-

tielles et législatives de l'année prochaine. La Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale, est intervenue au contraire avec un programme prolétarien, révolutionnaire et internationaliste, indiquant la nécessité de lutter pour la révolution socialiste.

*Nous reproduisons ci-dessous la présentation, revue pour publication, donnée lors d'un meeting de la LTF à Paris le 5 avril par Hermínio Sanchez, rédacteur en chef du Bolchévik.*

\* \* \*

La mobilisation contre le CPE hier a été un énorme succès. Les syndicats ont à nouveau annoncé un ordre de grandeur de trois millions de manifestants. Le gouvernement est à la manœuvre avec Sarkozy pour essayer d'ensabler le mouvement dans des magouilles parlementaires s'étirant jusqu'au mois de mai pour essayer de sauver ce qu'il peut encore sauver du CPE. Les bureaucrates syndicaux semblent prêts à jouer ce jeu. Il est possible cependant que la mobilisation contre le CPE parvienne à en finir avec le CPE, ainsi qu'avec de Villepin et Chirac, voire même Sarkozy.

Pendant deux mois de lutte contre le CPE, les facs ont été bloquées, la révolte s'est étendue aux banlieues, mais le seul geste du gouvernement a été d'envoyer les CRS. Par contre quand la classe ouvrière est descendue dans l'arène, cela a changé toute la situation. C'est là qu'on voit la puissance de la classe ouvrière. C'est elle qui fait couler les profits dans les poches des capitalistes, c'est elle qui a la puissance pour arrêter ce flot et bloquer toute l'économie.

Il y a en permanence une lutte de classe, un conflit entre les deux classes sociales fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat. Nous soutenons bien sûr toutes les luttes économiques des travailleurs pour améliorer leur condition. En même temps la lutte incessante entre les travailleurs et les capitalistes ne peut améliorer qu'à la marge la condition des travailleurs. Nous disons qu'il faut une lutte de la classe ouvrière pour renverser tout le système capitaliste. Le capitalisme est basé sur l'exploitation des travailleurs par les capitalistes. Il est impossible de le faire marcher dans l'intérêt des travailleurs. Il n'est pas réformable.

Nous avons mobilisé toutes nos forces depuis des semaines, et nous avons reçu pas mal de renforts de notre internationale pour intervenir dans cette lutte, comme vous pouvez aussi le voir aujourd'hui dans cette salle. Nous sommes intervenus pour tracer une perspective révolutionnaire. Dans

notre dernier tract nous disions le 29 mars :

« Nous mettons en garde contre la trahison que préparent les bureaucrates syndicaux et les réformistes : leur objectif dans cette lutte c'est en réalité de gagner les élections de 2007 en formant une nouvelle alliance bourgeoise des partis ouvriers réformistes (PS, PCF et peut-être LCR) avec de petits partis bourgeois comme les chevènementistes, les Radicaux de gauche et les Verts - un nouveau front populaire comme la "Gauche plurielle" de Jospin, relooké. »

C'est cela le danger principal qui aujourd'hui se profile à l'horizon. En France le mécanisme classique qu'utilisent les partis ouvriers réformistes pour subordonner la classe ouvrière à la bourgeoisie, c'est le front populaire. C'est comme cela qu'ils ont étranglé la possibilité d'une révolution ouvrière en Juin 1936. Ils présentent cela comme une alliance des forces progressistes pour battre la droite. En réalité le front populaire est une alliance parlementaire avec des partis bourgeois, même petits, et cette alliance se fait nécessairement sur la base d'un programme bourgeois de gestion du capitalisme. La LCR parle de « deux gauches », dont une « antilibérale » comprenant elle-même et le PC (et les chevènementistes). Elle contribue ainsi à rebâtir le crédit dont a besoin le PC pour ses manœuvres avec le PS pour le prochain front populaire.

Les bourgeois et les ouvriers ont des intérêts fondamentalement opposés et antagoniques. Nous luttons pour une révolution socialiste et pour construire le parti de type bolchévique qui pourra diriger les ouvriers à la victoire. C'est cela qui nous différencie fondamentalement de tous nos opposants comme la LCR ou LO, qui à l'occasion se prétendent révolutionnaires ou trotskystes : toute leur stratégie se limite à essayer de faire pression sur la bourgeoisie pour obtenir quelques concessions, qu'on peut gagner aujourd'hui mais qu'on peut perdre dès demain.

## Le CPE et la bureaucratie syndicale

Si vous avez écouté attentivement les réactions des bureaucrates syndicaux à l'intervention de Chirac, vous aurez peut-être remarqué que ce qu'ils regrettaient le plus dans la prise de position de Chirac sur le CPE, c'est qu'il excluait de négocier avec eux. Ils se définissent eux-mêmes comme des « partenaires sociaux », c'est-à-dire des partenaires de la bourgeoisie. Nous avons souligné dans notre dernier tract que Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a signé la semaine dernière une déclaration de loyauté servile à Chirac, rappelant que la CGT avait appelé à voter pour lui il y a quatre ans (de même que le SUD, le PS, le PCF et la LCR).

L'attitude de ces bureaucrates est due au fait qu'ils ont pour ambition de gérer le capitalisme, et qu'il n'y a pas d'autre option que de le faire contre les travailleurs et les

opprimés. Dans notre tract contre la directive Bolkestein, qui figure dans le dernier numéro du *Bolchévik*, nous disons :

« Les dirigeants syndicaux reposent sur une couche relativement privilégiée de travailleurs, en bonne partie des hommes français ou d'origine européenne. Ils bénéficient de quelques miettes jetées par les capitalistes et, sur la base de ces privilèges, ils répandent l'illusion que les travailleurs auraient des intérêts communs avec leurs "propres" capitalistes et que donc ils doivent travailler en partenariat avec eux pour renforcer "leur" capitalisme contre ses concurrents étrangers. En réalité la société capitaliste est partout basée sur le même antagonisme fondamental entre les ouvriers et les capitalistes : les capitalistes exploitent les ouvriers pour en extraire leurs profits. Quand les bureaucrates prônent la collaboration entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, ils œuvrent à maintenir le système capitaliste en place et sont un obstacle à la lutte pour la libération de l'esclavage salarié, par une révolution ouvrière. »

## La lutte contre le chômage

Dans ce cadre les sociaux-démocrates comme le PS ne promettent pratiquement même plus de réformes, mais simplement se présentent comme le moindre mal par rapport aux attaques débridées de la droite. Peut-être qu'ils promettent d'abroger le CPE et autres mesures répressives, mais quand ils sont au gouvernement capitaliste, inévitablement ils attaquent la classe ouvrière - en concertation avec les bureaucrates. Le programme maximum de l'« extrême gauche » est de maintenir le *statu quo*. Elle se propose de maintenir l'Etat-providence, dans le piteux état où il est, et c'est tout.

Pour faire radical la LCR revendique l'« interdiction des licenciements ». Avec des mots d'ordre comme celui-là, qui est aussi un des favoris de LO, elle ne fait que répandre l'illusion que le capitalisme pourrait fonctionner pour le bien des travailleurs. Les licenciements sont inhérents au capitalisme. Les capitalistes ont toujours une armée de réserve de chômeurs pour faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail. Sous le gouvernement de Jospin on parlait d'un « taux de chômage incompressible » à 8 %, en-dessous duquel il y aurait pénurie de main-d'œuvre et où les travailleurs risqueraient d'exiger des augmentations de salaires. Jospin avait inventé les CDD de cinq ans (les « emplois-jeunes »), et la loi Aubry sur les 35 heures a servi à bloquer les salaires et aussi les embauches grâce à l'augmentation massive de la flexibilité, et donc de la productivité.

Le CPE est soi-disant pour lutter contre le chômage ; en réalité il s'agit pour les patrons de pouvoir non pas embaucher plus facilement, mais licencier plus facilement. Le but du CPE est d'augmenter le taux d'exploitation des travailleurs en les forçant à accepter des conditions de travail pires de peur de perdre leur emploi. L'« interdiction des licenciements » ne résout rien pour les 4,5 millions de personnes qui aujourd'hui sont inscrites à l'ANPE, sans compter celles, notamment les femmes, qui ne sont même pas inscrites. Face au chômage qui aujourd'hui gangrène la société, et qui frappe en priorité les femmes et les jeunes, et notamment ceux des cités-ghettos, voici ce que dit le *Programme de transition*, écrit par Trotsky en 1938 :

« Le droit au travail est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit lui est enlevé à chaque instant. Contre le chômage, tant "structurel" que "conjuncturel", il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux publics, celui de l'*échelle mobile des heures de travail*. Les syndicats et les autres organisations de masses doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les *engagements mutuels de la solidarité*. Le travail disponible doit être réparti entre tous

## LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Hermínio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier  
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269  
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528.

Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Ce supplément est envoyé gratuitement aux abonnés.

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

les ouvriers existants, et cette répartition déterminer la longueur de la semaine de travail. Le salaire moyen de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire, avec un minimum strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de catastrophes.

« [...] Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périclisse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

Cela donne le cadre fondamental de notre approche. La grève et les manifestations de ces derniers jours ont puissamment montré la force de la classe ouvrière, alors même qu'en France les syndicats sont les plus faibles d'Europe, avec seulement 5 % des travailleurs de l'industrie privée qui sont membres de syndicats. De plus les syndicats sont divisés sur chaque site entre plusieurs syndicats, qui tous dépendent davantage pour leur financement des faveurs des patrons et de l'Etat que de leurs propres membres. L'externalisation des services annexes, comme les cantines, le nettoyage, la logistique, où il y a une plus forte proportion de femmes, de travailleurs immigrés ou de jeunes d'origine maghrébine ou africaine, cette externalisation est aussi une manière pour les patrons d'affaiblir les syndicats. Nous luttons pour des *syndicats industriels* forts regroupant dans un seul syndicat les travailleurs d'une industrie donnée. Nous luttons pour *syndiquer les non syndiqués*. Nous luttons pour les *pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés*.

Le CPE a pour objectif de créer des conditions de peur du licenciement telles que les jeunes travailleurs n'osent pas se syndiquer, ni même s'adresser dans l'entreprise aux délégués syndicaux pour qu'ils les défendent. Les étudiants et les syndicats se sont révoltés contre le CPE, car ils sont effectivement visés par lui, mais de Villepin disait pour une fois la vérité quand il soulignait que le CPE vise d'abord et avant tout les jeunes des banlieues. Il y a jusqu'à 50 % de chômage parmi les jeunes des cités, mais cela veut dire qu'il reste plus de 50 % de travailleurs employés, et le tiers de ces jeunes actifs issus de l'immigration sont des ouvriers. Les jeunes des banlieues sont loin d'être seulement des victimes de l'oppression raciste, ils sont aussi des travailleurs et de futurs travailleurs au cœur de la seule classe qui a la puissance et la mission historique de renverser le capitalisme, c'est-à-dire la classe ouvrière. Depuis un an on a vu une série de grèves, par exemple à l'usine de Citroën Aulnay, où les jeunes d'origine maghrébine et africaine ont joué un rôle de pointe. La mise en place du CPE fragiliserait particulièrement cette couche de jeunes. Nous écrivions le 15 mars dans notre premier tract contre le CPE (voir le *Bolchévik* n° 175) :

« Le CPE représente une tentative de manier les jeunes, notamment ceux des banlieues, contre les syndicats eux-mêmes. Pour repousser cette attaque le mouvement ouvrier doit dépasser les étroites limites du syndicalisme et prendre à bras le corps la question de lutter contre l'oppression spécifique des immigrés et des jeunes Français d'ascendance maghrébine ou africaine. Il faut lutter contre la ségrégation dans le logement, l'éducation et l'emploi. »

### Le front populaire anti-« casseurs »

La collaboration de classes des bureaucrates syndicaux et des réformistes avec les capitalistes s'est exprimée la semaine dernière dans leur soutien à la campagne raciste du

gouvernement contre les jeunes des banlieues, taxés du mot de code raciste de « casseurs ». Ces jeunes sont les premiers visés par le CPE. Au lieu de mobiliser la puissance des syndicats pour défendre les jeunes contre la terreur policière, les bureaucrates syndicaux ont même livré les jeunes aux flics.

Au moment de la révolte de novembre la gauche n'a pas défendu les jeunes. C'est cette trahison qui a encouragé Villepin à sortir le CPE. A l'époque le PS soutenait l'état d'urgence, le PC appelait au rétablissement de l'ordre et la LCR courait derrière le PC. LO a également signé un appel à rétablir l'ordre, ce qu'elle a ensuite considéré comme une « ânerie, mais mineure ». C'était mineur pour LO, mais pas pour les centaines de jeunes qui ont pris des peines de prison ferme.

Nous avons été pratiquement les seuls la semaine dernière à dénoncer la collaboration des bureaucrates syndicaux avec la police. En Mai 68 on scandait « CRS SS ». Le 28 mars pour les bureaucrates syndicaux c'était pratiquement « CRS SOS » (contre les Arabes et les Noirs des banlieues s'entend). Sarkozy est allé jusqu'à proposer aux dirigeants étudiants et syndicaux d'organiser en commun la « sécurité », d'encager les manifestations, etc. Ces discussions étaient d'autant plus obscènes qu'elles avaient lieu à peine quelques jours après que Cyril Ferez, victime d'une charge de CRS dans la manifestation du 18 mars, avait sombré dans le coma.

Les bureaucrates ont reculé devant les mesures les plus extrêmes proposées par Sarkozy, mais sur le fond ils n'en considéraient pas moins que les flics peuvent être des alliés des travailleurs contre les « casseurs », et plus généralement qu'ils sont des « ouvriers en uniforme » ; tous les syndicats, y compris le SUD, acceptent de syndiquer les flics. C'est l'une des formes de la collaboration de classes à l'intérieur même des syndicats. Nous disons *flics, vigiles, matons, hors des syndicats et hors du mouvement ouvrier !*

Au cœur de l'Etat il y a des détachements d'hommes armés, dont la police, les gardiens de prison, l'armée. L'Etat n'est pas au-dessus des classes mais au contraire c'est un organe de répression au service de la classe dominante afin de maintenir l'ordre social dominant, c'est-à-dire ici le capitalisme raciste. C'est pourquoi l'Etat bourgeois ne peut pas être réformé, il doit être détruit et remplacé par un pouvoir d'Etat prolétarien établi grâce à une révolution socialiste prolétarienne.

Nous avons exigé, en pleine révolte des banlieues début novembre, la libération immédiate des jeunes emprisonnés, et la levée de toutes les inculpations. Nous sommes très connus

## Série de cours marxistes

**Judi 27 avril** Il faut renverser l'Etat capitaliste raciste par une révolution ouvrière !

**Judi 11 mai** Le communisme et la dictature du prolétariat

Paris, 19h30, au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris (Métro Rue des Boulets)

**Judi 27 avril** Le front populaire, un piège mortel pour la classe ouvrière. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Rouen, 18h, Maison de l'université Mont-St-Algnan

pour notre opposition à Vigipirate, ce plan raciste incluant le quadrillage des moyens de transport par les flics et l'armée.

Après la fin de la révolte de l'automne dernier, certains groupes de gauche, comme le PCF et la LCR, ont appelé occasionnellement à l'amnistie des jeunes. C'est une bonne chose et une revendication que nous partageons, mais c'est en contradiction avec le fait que ces mêmes réformistes ont voté pour Chirac en 2002 et qu'ils font aujourd'hui le boulot pour un nouveau front populaire. D'un côté la LCR et le PCF demandent l'amnistie, de l'autre ils courent de meeting en meeting, forgeant l'unité entre autres avec les chevènementistes, alors que Chevènement, comme ministre des flics du gouvernement Jospin- Buffet, avait lui-même renforcé le flicage des banlieues et déporté des milliers de sans-papiers. En novembre dernier Chevènement, qui est maintenant maire de Belfort, avait été parmi les premiers à décréter le couvre-feu contre les jeunes. Les réformistes du type LCR ou PCF contribuent ainsi à redorer le blason de ces politiciens capitalistes et à préparer le prochain gouvernement de front populaire, qui sera tout aussi répressif que le gouvernement Villepin-Sarkozy et que le gouvernement Jospin- Buffet.

Et leur position pour l'amnistie des jeunes de banlieue est également en contradiction avec ce qu'ils font sur le terrain. Ils se sont systématiquement opposés, ou ont empêché le vote, de motions que nous présentions dans des AG sur les facts de Paris 8, Jussieu et Rouen fin mars demandant simplement la libération de tous les jeunes, y compris les jeunes de la révolte des banlieues de novembre. Les réformistes étaient même, dans l'action, en retrait de la plate-forme adoptée à la réunion de la Coordination étudiante de Toulouse qui demandait le 25 février (c'était avant la campagne anti-« casseurs ») l'arrêt du traitement répressif et l'amnistie des jeunes condamnés depuis le mouvement contre la loi Fillon il y a un an jusqu'à la révolte des banlieues et le mouvement anti-CPE.

Sur la fac de Rouen seules quelques personnes ont voté pour notre motion le 24 mars quand nous avons appelé à la libération immédiate de tous les étudiants et jeunes des banlieues emprisonnés. Certains anarchistes nous ont par la suite confié qu'ils regrettaient leur vote contre notre motion. Mais celui-ci n'est pas seulement dû au fait qu'ils se sont fait rouler dans la farine comme des bleus par les sociaux-démocrates. Ces anarchistes refusaient de parler des jeunes des banlieues de peur de les « stigmatiser » ; pour les anarchistes il n'y a que des « êtres humains », faisant partie d'une même espèce et qu'on devrait donc pouvoir convaincre de tous s'entraider, comme le disait notamment l'anarchiste Kropotkine au XIX<sup>e</sup> siècle. Du coup ils font disparaître toutes les formes d'oppression spécifique, suivant le sexe ou l'orientation sexuelle, la race, etc. L'anarchisme est au fond une idéologie de collaboration de classes, faisant disparaître

le fait que la société est divisée en classes sociales irréconciliables et que la classe ouvrière doit prendre le pouvoir en son propre nom et exercer une véritable dictature contre la classe capitaliste : en effet la classe capitaliste se battra avec le dernier acharnement pour sauver son sanglant système d'exploitation raciste, comme cela s'est passé pendant la guerre civile qui a suivi la Révolution russe d'octobre 1917.

Une dernière note sur cette campagne raciste anti-« casseurs ». Il y a LO qui continue (ils distribuaient hier à Paris un supplément spécial, ce qui est très rare pour eux, pour dénoncer les « voyous ») ; mais le reste de la gauche (sauf à ma connaissance le PS) a pris ses distances avec cette campagne, à commencer par la Coordination étudiante qui, le week-end dernier, à ce que j'ai entendu, scandait « nous sommes tous des casseurs ». Si vous avez lu l'*Humanité* aujourd'hui, vous avez dû être frappé par le ton, totalement antirépression, dénonçant l'arbitraire et la violence policière, etc. On se demanderait presque si c'est le même journal qu'il y a une semaine, où ils dénonçaient les flics pour ne pas avoir suffisamment sévi contre les « vrais casseurs ». Que la campagne anti-« casseurs » ait fait long feu est une bonne chose, mais aussi ce que cela montre, c'est le manque complet de principes des réformistes. Ils sont prêts à se faire la caution d'une campagne raciste du gouvernement et à collaborer avec les flics quand c'est vraiment chaud, et la semaine suivante ils font disparaître toute trace de leurs crimes. La seule constante, c'est leur opportunisme.

## Provocations impérialistes contre l'Iran

Autant la mobilisation contre de Villepin sur la question du CPE est forte, autant nous nous sommes heurtés sur les manifestations à un soutien implicite aux mêmes Chirac/de Villepin sur la question de l'Iran. Nous avons rencontré pas mal de commentaires hostiles à notre panneau qui dit que l'Iran a besoin de bombes atomiques s'il veut être en mesure de pouvoir se défendre contre la menace impérialiste. En réalité le chantage nucléaire vient des impérialistes ; c'est Chirac, pas le président iranien Ahmadinejad, qui a menacé d'utiliser des armes nucléaires ; c'est l'impérialisme français, pas le régime des mollahs iraniens, qui a déjà fait un usage massif d'armes chimiques.

Ceux qui ont des doutes ici doivent se rappeler que si Chirac a nommé de Villepin Premier ministre après le fiasco du référendum l'année dernière, c'est parce que de Villepin avait bénéficié d'un soutien enthousiaste du PC et de la LCR lors de son discours à l'ONU contre la guerre de Bush en Irak. C'est là qu'on voit que le soutien de la gauche à la politique *extérieure* de l'impérialisme français permet à celui-ci d'attaquer les travailleurs *à l'intérieur*. Ceci dit, si le PC n'a pas apprécié la politique de de Villepin sur l'Iran, c'est uniquement par chauvinisme bourgeois français, parce que le PC trouve que l'impérialisme français devrait avoir une politique indépendante au lieu de se faire le larbin des Américains sur la question de l'Iran.

Beaucoup de militants de gauche se préoccupent que les mollahs réactionnaires iraniens se procurent des armes atomiques, et ils font confiance à l'impérialisme français sur cette question. Ces militants sont souvent membres ou électeurs d'organisations comme notamment la LCR, qui en 1978-1979 avaient soutenu la « révolution iranienne » de l'ayatollah Khomeiny. A l'époque ils prétendaient qu'en réalité c'était une révolution anti-impérialiste, et même certains militants de gauche prétendaient que le voile était un symbole de résistance au régime pro-américain du chah

### Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris  
Le Bolchévik  
BP 135 -10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen  
Le Bolchévik  
BP 240  
76003 Rouen Cedex 1  
Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : [ltf@webmails.com](mailto:ltf@webmails.com)  
Site web de la LCI : [www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)

d'Iran. Nous seuls à l'époque disions « A bas le chah ! Ne vous prosternez pas devant Khomeiny ! », et nous avons lutté pour une révolution ouvrière en Iran.

Mais le danger principal pour l'humanité n'est pas le régime théocratique anti-femmes de Téhéran, auquel nous continuons de nous opposer, c'est les impérialistes, comme les USA et la France, c'est-à-dire la poignée de puissances capitalistes qui depuis cent ans ont assis leur domination sur le monde entier, et qui depuis luttent pour se partager et se répartir le reste du monde, ce qui passe par l'exploitation néocoloniale et la guerre impérialiste. Ce sont ces puissances qui possèdent des centaines, voire des milliers de bombes nucléaires, ou dans le cas de l'Allemagne et du Japon ont la capacité technologique et industrielle pour produire de telles bombes dans un délai record.

Le fait que ces puissances ont ces armements ou la capacité de les produire n'est pas quelque chose d'optionnel pour elles. Elles ont besoin de ces armes, et d'autres types d'armements, pour imposer leurs intérêts à d'autres peuples du monde, pour assurer la sécurité de leurs investissements étrangers. Si elles désarmaient, quel pays accepterait de rembourser ses dettes envers elles ? Leurs rivales ne se jetteraient-elles pas immédiatement sur l'occasion pour s'approprier leur part du pillage du tiers-monde et plus généralement des profits à réaliser sur le marché international ? Ce qu'on appelle des droits de propriété – que ce soit sous la forme de prêts, d'investissements directs ou d'accords commerciaux – ne sont que des bouts de papier s'il n'y a pas une force armée derrière pour les soutenir. Chaque usurier de la mafia sait que s'il n'a pas sous ses ordres quelqu'un pour tordre le cou aux gens qui lui doivent de l'argent, il aura un taux de remboursement beaucoup plus bas.

Les canons des impérialistes servent non seulement à faire payer les peuples opprimés, mais aussi à tenir en respect les rivaux. L'invasion américano-britannique de l'Irak avait pour but non seulement de mettre la main sur le pétrole irakien, mais aussi et même surtout de rappeler aux rivaux des USA qu'il n'y a qu'une seule super-puissance et qu'elle est prête à tout pour défendre ses intérêts.

C'est pour toutes ces raisons que les pacifistes ne sont que des petits-bourgeois qui se bercent d'illusions ; ils répandent des illusions que l'on pourrait mettre fin à la guerre impérialiste sans renverser le système capitaliste lui-même par des révolutions ouvrières. Quand on a pour programme maximum la « démocratie », la « paix » et la « République », cela se réduit au fond à soutenir son propre impérialisme « démocratique ». Dans la gauche on rencontre souvent une opposition aux troupes françaises en Côte d'Ivoire. Bien entendu nous sommes pour le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes françaises de Côte d'Ivoire, mais aussi, et là c'est une position moins populaire, nous exigeons leur retrait des Balkans, où soi-disant les soldats français sont là pour « maintenir la paix », et d'Afghanistan, où soi-disant ils sont là pour faire la guerre au terrorisme.

Et, pour rappeler l'histoire sanglante de la bourgeoisie française, elle avait pendant la guerre d'Indochine demandé aux USA de balancer des bombes atomiques sur le Nord-Vietnam, à une époque où la France ne disposait pas encore de ces armements. C'est la bombe soviétique qui en avait dissuadé les USA à l'époque.

## **Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe**

Pour comprendre l'offensive actuelle des capitalistes, et la résistance de la classe ouvrière, entres autres sur la question

du CPE, il faut comprendre le contexte historique où nous sommes, et qui est fondamentalement marqué par la destruction de l'Union soviétique. La guerre froide qui a duré plus de 40 ans entre la Deuxième Guerre mondiale et la contre-révolution en URSS en 1991-1992, cette guerre froide avait provoqué des coûts économiques importants pour la bourgeoisie. Aux USA il s'agissait d'un budget militaire surdimensionné. En Europe de l'Ouest les surcoûts étaient d'une autre nature. C'étaient des programmes sociaux gouvernementaux qui étaient considérés comme nécessaires pour gagner un soutien parmi les travailleurs, ou tout au moins une acceptation passive, de la mobilisation politique et militaire contre l'URSS.

Immédiatement après l'effondrement de l'URSS les Etats-Unis ont considérablement et assez facilement réduit leur budget militaire. Mais pour les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest les tentatives de liquidation de l'Etat-providence s'accompagnent d'une résistance ouvrière considérable et d'une série de batailles défensives. Les coûts salariaux restent relativement élevés en Europe de l'Ouest, donc les profits relativement bas et du coup le taux de croissance des économies française et allemande ces quinze dernières années reste nettement plus faible qu'aux USA. Cela empêche les puissances impérialistes européennes d'amasser le surplus nécessaire pour pouvoir se mettre à combler le gouffre qui les sépare au niveau militaire de l'impérialisme américain. Vous avez vu les efforts de Chirac ces dernières années pour réarmer : ils ont été très modestes et se sont heurtés à un déficit budgétaire considérable.

Du coup, malgré le ressentiment des bourgeoisies française et allemande contre la politique aventuriste de Bush en Irak, elles collaborent maintenant plus étroitement qu'il y a trois ans avec les USA et les Britanniques sur la question de l'Iran. Cela n'a rien à voir avec un soi-disant pacifisme anti-prolifération nucléaire de la bourgeoisie impérialiste française, qui a fait plus d'une centaine d'expérimentations nucléaires sur l'île de Mururoa.

La démolition de l'Etat-providence est une nécessité de fer pour l'impérialisme français, qui est considérablement affaibli par rapport aux USA et y compris à l'Allemagne, qui dans les dernières années du gouvernement dirigé par le social-démocrate Schröder est parvenu à significativement réduire les salaires et augmenter le temps de travail. Puis Schröder a fait une campagne contre l'« ultralibéralisme » de la chrétienne-démocrate Angela Merkel – pour finir par former avec elle un gouvernement de coalition. Ce gouvernement a pour base un programme comprenant une version allemande du CPE – sauf que les sociaux-démocrates allemands ont donné leur accord pour que leur CPE vise non seulement les moins de 26 ans mais tout le monde.

La crise sociale en France est profonde, mais dans toute l'Europe il y a des luttes de classe très importantes. En Allemagne il y a des grèves dans les services publics depuis maintenant deux mois, entre autres contre le retour à la semaine de 40 heures ; une grève dans la métallurgie se profile. En Grande-Bretagne le 28 mars, le jour de la grève ici, il y avait un million et demi de grévistes dans les services publics municipaux contre le démantèlement de leurs retraites.

Aujourd'hui en France les sociaux-démocrates du PS et du PC sont dans l'opposition, donc ils font de beaux discours, mais sur le fond ils collaborent avec les bourgeoisies européennes qui luttent pour détruire les acquis ouvriers. Ils se sont opposés récemment à la directive Bolkestein, mais en fait le social-démocrate français Pascal Lamy, qui était aupa-

ravant commissaire européen nommé par Jospin, avait signé une mouture de la directive encore pire que celle qui a été adoptée. L'objectif de cette directive est de dresser les travailleurs français contre les travailleurs d'Europe de l'Est qui, suite à la destruction des Etats ouvriers déformés polonais et d'Europe de l'Est, ont été jetés au chômage et que la bourgeoisie essaie maintenant d'utiliser pour démolir les acquis sociaux à l'Ouest. Notre mot d'ordre de **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés** est particulièrement important pour contrer le poison chauvin qui sert à diviser la classe ouvrière.

Les réformistes demandent une « Europe sociale » capitaliste. Par contre nous nous opposons à l'Union européenne sur la base d'une perspective prolétarienne, internationaliste et révolutionnaire. Seule la prise du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière et l'établissement de la dictature du prolétariat au moins dans plusieurs pays capitalistes avancés permettra la mise en place d'une économie rationnellement planifiée qui mettra la capacité productive de l'Europe au service des peuples du monde entier. C'est seulement sur cette base que nous pouvons parler d'Etats-Unis **socialistes** d'Europe.

### Notre lutte pour défendre les Etats ouvriers déformés et dégénéré

Il y a un rapport entre le CPE et la destruction de l'URSS, qui a encouragé les tentatives des capitalistes de détruire les acquis de la classe ouvrière en Europe de l'Ouest. De même la position des groupes de gauche sur la question du CPE n'est pas sans rapport avec la position qu'ils ont eue par rapport à l'Union soviétique. La LCR s'est retrouvée par exemple derrière son président Mitterrand (pour qui elle avait voté) pour soutenir la tentative de Solidarność de prendre le pouvoir pour restaurer le capitalisme en décembre 1981, et Lutte ouvrière avait, en 1989, tout comme Mitterrand, soutenu la réunification capitaliste de l'Allemagne.

L'Union soviétique était issue de la Révolution d'octobre 1917, lorsque les ouvriers russes avaient pris le pouvoir en leurs propres mains, détruisant l'Etat bourgeois et instaurant un Etat ouvrier. Le capitalisme est un système basé sur l'Etat-nation, parce que la bourgeoisie est une classe basée nationalement. Nous luttons pour la révolution socialiste internationale - pour la collectivisation des moyens de production et une planification internationale de cette économie collectivisée. L'échec de la révolution allemande en 1923 a éloigné la perspective de l'extension du pouvoir prolétarien soviétique à l'Europe de l'Ouest industrialisée. L'Union soviétique était alors un pays essentiellement agricole arriéré

et avec une base industrielle très concentrée dans certaines villes mais aussi très limitée ; l'échec de la révolution allemande laissait l'URSS isolée, ce qui a été un facteur crucial pour l'usurpation du pouvoir politique par une bureaucratie parasitaire. La bureaucratie stalinienne prétendait qu'on pouvait construire le socialisme dans un seul pays. En pratique cela voulait dire étrangler la révolution ailleurs au nom de la coexistence pacifique avec l'impérialisme.

Il y a eu une dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique, mais malgré celle-ci l'URSS restait un Etat ouvrier. Nous trotskystes avons lutté pour défendre et étendre les acquis de la Révolution russe. Nous étions pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution. Nous luttons pour une révolution politique ouvrière pour renverser la bureaucratie stalinienne qui minait de l'intérieur l'Etat ouvrier. Nous avons poursuivi cette bataille jusqu'au bout. Notamment quand le mur de Berlin est tombé en novembre 1989 nous avons jeté toutes nos forces dans la balance pour lutter pour une révolution politique prolétarienne en Allemagne de l'Est contre la bureaucratie stalinienne qui s'effondrait. Nous luttons pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, c'est-à-dire une réunification révolutionnaire de l'Allemagne sur une base socialiste. Nous avons perdu, Gorbatchev a livré la RDA à l'impérialisme allemand, et moins de deux ans plus tard Eltsine a pris le pouvoir à Moscou et a mené jusqu'au bout la contre-révolution en détruisant l'Etat ouvrier et rétablissant un Etat capitaliste. Là encore nous avons cherché à mobiliser la classe ouvrière pour défendre l'Etat ouvrier, pour qu'elle balaye les barricades d'Eltsine et Bush père en août 1991.

La contre-révolution en URSS a marqué un point tournant dans l'histoire. Notre drapeau est sans tache. Mais la LCR a ouvertement pris parti pour Eltsine, au nom de la lutte pour la « démocratie » ; elle a à l'époque diffusé un tract national se déclarant « pleinement solidaire de celles et de ceux qui, sur les barricades, ont fait face à la menace des chars ».

Et cette question n'est pas seulement une question historique. A propos des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés qui restent en Chine, à Cuba, au Vietnam et en Corée du Nord, nous sommes aujourd'hui pour la défense militaire inconditionnelle de ces Etats, contrairement à nos opposants pseudo-trotskystes. La victoire de la contre-révolution capitaliste en Chine ramènerait terriblement en arrière les travailleurs non seulement en Chine, mais dans le monde entier.

### La nécessité d'un parti bolchévique

Aujourd'hui les partis et les groupes de gauche affirment vouloir diriger des luttes contre des attaques comme le CPE qui résultent en fait indirectement de la contre-révolution. Mais ils n'ont toujours rien appris de leur trahison à propos de l'URSS. En avril 1940 Trotsky écrivait dans « Bilan de l'expérience finlandaise » (*Défense du marxisme*) :

« Les révolutionnaires sont obligés de défendre toute conquête de la classe ouvrière si déformée soit-elle par la pression des forces ennemies. Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes, n'en fera jamais de nouvelles. »

Nous avons défendu l'URSS, et pourtant aujourd'hui on continue à nous le reprocher. Dans les protestations contre le CPE beaucoup de gens nous disent qu'ils aiment bien les titres de notre journal, mais qu'ils n'aiment pas le nom du journal. Ils ne l'aiment pas parce qu'ils comprennent que *le Bolchévique* se revendique de la Révolution russe et qu'ils ont absorbé en tout ou partie la campagne mensongère des sociaux-démocrates, des anarchistes et de la bourgeoisie sur les « 80

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK** 

3 euros pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*  
Hors Europe : 4,50 euros (avion 6 euros), 5 \$Cdn

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire au *Bolchévique*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

## RDA, 1989 : « Nous avons lutté pour le socialisme dans une situation révolutionnaire »

*Nous reproduisons ci-dessous l'intervention d'un camarade du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, section allemande de la LCI, au meeting de la LTF du 5 avril.*

\* \* \*

« Evidemment il y a beaucoup de discussions aujourd'hui sur comment faire une révolution en France. J'aimerais parler d'une situation où il y avait un début de révolution politique prolétarienne : je veux parler de l'Allemagne de l'Est [RDA] en 1989-1990. Le camarade a expliqué dans sa présentation comment la LCI a jeté toutes ses forces pour intervenir et se battre pour la victoire dans le début de révolution politique prolétarienne en RDA à ce moment-là.

« Suite à des manifestations de masse en 1989 le pouvoir des staliens s'est effondré. Nous, les gens d'Allemagne de l'Est, on appelait cela le "wilde Osten" [l'Est sauvage] parce que tout était possible. Les gens voulaient un meilleur genre de socialisme, ils voulaient garder la sécurité sociale, il n'y avait pas de chômage, il n'y avait pas de sans-abris, plus de 90 % des femmes avaient un travail ; il n'y avait pas de terreur raciste non plus. Mais les gens voulaient plus de démocratie socialiste. En automne 1989 il n'y avait pas de mots d'ordre économiques.

« Il était possible pour les trotskystes d'intervenir, et en décembre nous avions un quotidien. Nous appelions à une révolution politique contre les staliens à l'Est et à une révolution sociale à l'Ouest, pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, et pour la réunification révolutionnaire des deux Allemagne. Nous appelions à des conseils d'ouvriers et de soldats pour lutter en ce sens. Et nous savons que des soldats ont suivi cette suggestion et ont construit des conseils. Les gens avaient soif de presse trotskyste, nous avons vendu des dizaines de milliers de journaux. Voici la façon dont se passait une vente dans une usine le matin : vous aviez une boîte de journaux, vous la posiez au sol et vous preniez les journaux pour les distribuer. Après quelques minutes vous

vous retourniez, la boîte était vide de journaux et pleine d'argent. Nous sommes allés dans d'autres villes comme Rostock, et quand nous sommes arrivés là, nous avons rencontré des gens qui s'appelaient déjà "spartacistes".

« Et en décembre 1989 il y avait Treptow. Il y a un monument soviétique à Berlin-Est pour commémorer les morts soviétiques lors de la victoire sur le fascisme. Fin décembre il avait été profané par des nazis. Nous avons appelé à des protestations au monument de Treptow, et nous sommes allés dans les usines pour mobiliser. Puis nous sommes allés voir le SED-PDS – les staliens qui allaient devenir bientôt des sociaux-démocrates – pour les appeler à participer. Ils ont dit : "Nous, on ne peut rien faire, vous avez déjà les ouvriers avec vous."

« Nous nous sommes battus pour devenir la direction révolutionnaire, contrairement, par exemple, au Parti communiste d'Allemagne de l'Ouest qui a simplement imploré. Les pablistes [la LCR en France] avaient une politique de non-intervention à l'Est, et parmi eux la moitié était en faveur de la réunification capitaliste. Les taaffistes [aujourd'hui la Gauche révolutionnaire en France] appelaient les sociaux-démocrates à prendre l'offensive, et appelaient à l'"autodétermination" de l'Allemagne. Et il y avait Pouvoir ouvrier qui montrait son anticommunisme en exigeant le départ des troupes soviétiques d'Allemagne de l'Est. Nous faisons des ventes parmi les troupes soviétiques, nous discutons avec les soldats, et nous buvions beaucoup de vodka avec eux.

« Nous avons lutté pour le socialisme dans une situation révolutionnaire car nous savions que la restauration capitaliste amènerait la misère. Soixante pour cent des femmes en RDA ont perdu leur emploi, aujourd'hui le chômage est plus important qu'à l'Ouest, les salaires y sont plus bas qu'à l'Ouest, et les jeunes quittent en masse l'Allemagne de l'Est. Nous sommes fiers d'avoir lutté contre cela. » ■

millions de morts » soi-disant causés par le bolchévisme.

Nous avons dit dans notre premier tract sur le CPE qu'on n'est pas en 1968. Quand nous disons cela nous ne voulons pas dire qu'une explosion sociale est impossible. La situation est au contraire favorable à une lutte de classe car le gouvernement est substantiellement affaibli depuis l'échec du référendum sur la « Constitution » européenne, la bourgeoisie est divisée, et la classe ouvrière a souffert tellement d'attaques depuis trois ans que tous les ingrédients sont réunis pour une lutte de grande ampleur.

La différence la plus importante par rapport à Mai 68 porte sur la perspective politique de la classe ouvrière. Il y a 40 ans la grande masse des travailleurs soutenait le PC stalinien, et beaucoup d'ouvriers avancés pensaient que le socialisme était quelque chose de réalisable, et que même s'il y avait des problèmes en URSS, l'existence même de l'URSS prouvait qu'un système où les capitalistes sont expropriés peut fonctionner, et de plus dans l'intérêt des travailleurs. A l'époque, même un libéral pouvait se proclamer « marxiste-léniniste », bolchévique, etc.

En Mai 68 la bourgeoisie française craignait une révolution ; elle a offert un compromis au PC qui l'a saisi et a étouffé la perspective d'une révolution. Aujourd'hui personne, à part nous bien entendu, ne pense qu'il est raisonnable de vouloir renverser le système capitaliste. La bourgeoisie comprend bien cela et c'est pourquoi elle s'est aussi brutalement (et stupidement) engagée dans le conflit actuel.

La Bourse a même augmenté de 10 % depuis le début de l'année. Il y a parmi les travailleurs une démoralisation politique qu'il faut surmonter si on veut casser la spirale infernale des gouvernements capitalistes de droite et des gouvernements capitalistes « de gauche » et lutter pour une révolution socialiste détruisant le système capitaliste.

On a vu la puissance de la classe ouvrière dans les grèves hier, la semaine dernière, ou en octobre à Marseille dans les grèves des dockers, des marins de la SNCM et des tramways. Les ouvriers ont toujours la puissance sociale pour renverser le système capitaliste. Ce qui leur manque pour aller jusqu'au bout c'est qu'ils aient eux-mêmes conscience de leur force et de leur responsabilité historique d'être les fossoyeurs de l'ordre capitaliste, et qu'ils aient une direction révolutionnaire pour les mener à la victoire, comme les ouvriers russes en octobre 1917. Notre tâche est de construire un parti pour gagner à notre perspective révolutionnaire une majorité de la classe ouvrière. Nos opposants sont un obstacle à cela car eux-mêmes ne cessent de dire aux travailleurs que la seule chose qu'ils peuvent espérer c'est de ralentir le rythme des attaques qu'ils subissent, et ainsi ils pavent la voie à de grosses défaites pour le prolétariat. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections d'une IV<sup>e</sup> Internationale reforcée, est la tâche centrale à laquelle nous sommes confrontés. C'est la tâche que nous voulons accomplir. Nous vous appelons à faire vôtre notre combat et à nous rejoindre. ■

**Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes !**

**Mumia est innocent !**

**La lutte pour  
libérer Mumia Abu-Jamal**



COC Productions

**Ancien Black Panther,  
victime d'une machination  
raciste, dans le couloir de la  
mort depuis 24 ans aux  
Etats-Unis.  
Pour une défense lutte  
de classe !**

**Meeting du Comité de défense sociale**

Présentation par

**Rachel Wolkenstein** du Partisan Defense Committee, ancienne membre  
de l'équipe d'avocats de Mumia

**Eurosites la Chapelle**

69 ter rue de la Chapelle, 75018 Paris  
(métro Porte de la Chapelle)

**Samedi 6 mai 2006, à 14h30**

**Entrée : 8 euros / 4 euros pour les étudiants ou sans emploi  
(tous les fonds seront versés à la défense légale de Mumia)**

*Le PDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Spartacist League/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale. Le Comité de défense sociale (CDDS) est le pendant du PDC en France. Tél.: 01 42 08 01 49*